



Montreuil, le 13 juin 2016

MANIFESTATION NATIONALE INTERPRO DU 14.06.2016**POUR LA JUSTICE SOCIALE !**

Après trois mois de manifestations et de grèves, la mobilisation contre le projet de loi Travail ne faiblit pas. Depuis le début du processus revendicatif interprofessionnel, les cheminots y ont pris toute leur place.

Le président de la République et son gouvernement comptaient sur l'Euro de football et sur le soutien des partis de droite pour mettre fin à la lutte contre la loi El Khomri. La journée d'action de demain va démontrer que le monde du travail refuse la précarisation croissante de l'emploi sur fond de chantage patronal permanent.

Par son silence et son mépris, le gouvernement est responsable de la situation de blocage. La mobilisation rencontre toujours le soutien de la population, consciente des régressions sociales qui menacent les salarié-e-s d'aujourd'hui et de demain.

Les cheminots agissent depuis le 09 mars 2016 afin de gagner des conditions de vie et de travail de haut niveau pour tous les cheminots. Parallèlement, ils sont impliqués depuis le début du processus interprofessionnel dans la bataille lancée contre cette loi scélérate.

Après différentes séquences de discussions/négociations avec l'UTP et la direction SNCF, la CCN a été signée par l'UNSA, la CFDT et la CFTC au niveau de la branche, l'accord d'entreprise a lui été signé par l'UNSA et la CFDT le 09 juin dernier. Le décret socle a, quant à lui, été publié le même jour.

DÉTERMINATION ET DÉMOCRATIE

La Fédération CGT des cheminots a toujours fait la clarté en direction des cheminots sur le contenu des réunions qui se sont tenues, ainsi que sur la conduite de la grève qui appartient aux cheminots qui ont fait le choix de cesser le travail. **La CGT des cheminots, ses militants et syndiqués, forts de l'énergie et la détermination décuplée pour garantir des droits de haut niveau pour les cheminots, a décidé de consulter ses adhérents concernant son positionnement sur l'accord d'entreprise.**

Alors que le gouvernement essaye d'imposer la loi Travail par la force, en refusant négociation et débat parlementaire, une votation citoyenne sur la loi Travail est organisée au plan interprofessionnel sur les lieux de travail, de vie et d'étude. L'objectif est de permettre aux salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, jeunes et retraité-e-s de débattre de son contenu et de ses dangers et de donner leur avis. Plus de 700 bureaux de vote sont d'ores et déjà recensés sur tout le territoire et de nombreuses votations ont déjà eu lieu.

L'intersyndicale CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL et FIDL appelle salariés, lycéens et étudiants à participer massivement à la manifestation nationale à Paris le 14 juin 2016 et à toutes les initiatives organisées en territoire pour le retrait du projet de loi El Khomri et pour gagner un Code du Travail du 21ème siècle.